

ACTION URGENTE

UNE MILITANTE VICTIME DE MANŒUVRES D'INTIMIDATION POLICIÈRES

Des policiers lourdement armés ont encerclé le domicile d'une Mexicaine dont le frère est porté disparu depuis 2009. Cette femme, qui fait campagne avec sa famille en faveur de la vérité et de la justice, est convaincue que les manœuvres d'intimidation dont elle a fait l'objet visaient à la dissuader d'organiser une marche en mémoire de son frère.

Selon **Brenda Rangel Ortiz**, plus d'une trentaine de policiers lourdement armés, dont certains étaient en civil et portaient des cagoules, sont arrivés le 1^{er} novembre vers 10 heures du matin devant son domicile de Querétaro, dans le centre du Mexique. Alors qu'ils la tenaient en joue, ils lui ont dit qu'un indicateur anonyme leur avait affirmé qu'il y avait des armes à feu chez elle et dans son pick-up. Elle ne les a pas laissés entrer car ils ne disposaient d'aucune autorisation écrite. Les agents, qui appartenaient aux forces de police municipales et étatiques, ont finalement quitté les lieux après avoir tenté de forcer la main à Brenda Rangel pendant 45 minutes.

Plus tard dans la journée, une dizaine de policiers municipaux sont revenus et sont restés deux heures devant le domicile de Brenda Rangel. Ils ont refusé de lui donner les raisons de leur intervention.

Le 10 novembre 2013, cela fera quatre ans que le frère de Brenda Rangel, **Héctor Rangel Ortiz**, a été victime de ce qui semble être une disparition forcée à Monclova, dans l'État de Coahuila. La police municipale de Monclova est impliquée dans cette affaire. Brenda Rangel et ses proches sont en train d'organiser, aux côtés de leurs amis et d'autres personnes qui les soutiennent, une marche silencieuse dans la ville de Querétaro. Ce rassemblement s'inscrit dans une démarche plus globale : en effet, la famille Rangel ne cesse de demander l'ouverture d'une enquête exhaustive visant à établir où se trouve Héctor Rangel et l'adoption d'une loi érigeant en infraction les disparitions forcées dans l'État de Querétaro. La famille Rangel est convaincue que les opérations de police du 1^{er} novembre avaient pour objectif de la dissuader de défiler le 10 novembre.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités de l'État de Querétaro à diligenter une enquête exhaustive sur les opérations de police menées le 1^{er} novembre 2013 devant le domicile de Brenda Rangel et à amener les responsables présumés de ces interventions à rendre des comptes ;
- priez-les instamment de veiller à ce que les membres de la famille Rangel, leurs amis et les autres personnes qui les soutiennent puissent jouir de leurs droits aux libertés d'expression et d'association pendant la marche qu'ils ont prévue pour le 10 novembre ;
- demandez au parquet général de la République de mener une enquête efficace sur toutes les affaires de disparition et d'enlèvement, y compris celle de Héctor Rangel Ortiz, et de traduire en justice les responsables présumés de ces actes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 DÉCEMBRE 2013 À :

Gouverneur de l'État de Querétaro

Lic. José E. Calzada Roviroso
Gobierno del Estado de Querétaro
5 de Mayo Esq. Luis Pasteur
Querétaro, C.P. 76000, Mexique
Fax : +52 442 214 2929
Courriel :

josecalzada@queretaro.gob.mx,

poderejecutivo@queretaro.gob.mx

Sur Twitter : @ppcalzada

Formule d'appel : *Estimado Señor*

Gobernador, / Monsieur le

Gouverneur,

Procureur général de la République

Jesús Murillo Karam
Procuraduría General de la República
Paseo de la Reforma 211-213
Col. Cuauhtémoc, C.P. 06500
Mexico, Mexique
Fax : +52 55 5346 0908
Courriel : ofproc@pgr.gob.mx

Formule d'appel : *Estimado Señor*

Procurador, / Monsieur le Procureur,

Copies à :

FUUNDEC

Hidalgo Sur 166, Zona Centro
Saltillo, C.P. 2500, Coahuila, Mexique
Courriel : Sur Facebook :
FUUNDECcoahuila

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE MILITANTE VICTIME DE MANŒUVRES D'INTIMIDATION POLICIÈRES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Mexique, le nombre de personnes disparues – enlevées par des bandes criminelles ou victimes de disparitions forcées orchestrées par des représentants de l'État – est en forte hausse depuis décembre 2006, date à laquelle les autorités fédérales ont lancé une opération de maintien de l'ordre visant à lutter à grande échelle, notamment grâce au déploiement de l'armée, contre la criminalité organisée. En février 2013, le gouvernement actuel a publié une liste de plus de 26 000 personnes qui étaient portées disparues depuis 2006. Les autorités n'ont pas fourni davantage de renseignements quant à l'endroit où elles se trouvaient. En juin 2013, la Commission nationale des droits humains a déclaré être en possession de 2 400 dossiers de disparitions impliquant des agents de l'État.

Le gouvernement du président Peña Nieto a reconnu en partie la gravité de la situation mais pas la mesure de l'implication des représentants de l'État dans ces disparitions forcées ni l'absence de véritables enquêtes. Dans de nombreux États mexicains, les autorités sont dans un déni total. Il est très rare que les affaires en question aboutissent à des déclarations de culpabilité.

De nombreux proches de victimes doivent faire face aux menaces et aux manœuvres d'intimidation de criminels et de fonctionnaires, ainsi qu'à l'indifférence ou aux réactions inadaptées des institutions étatiques. Environ 70 des familles concernées, parmi lesquelles les Rangel, ont créé l'organisation Unissons nos forces pour nos disparus dans l'État de Coahuila (FUUNDEC) afin de faire pression sur les autorités de façon coordonnée.

Héctor Rangel et deux autres personnes ont disparu le 10 novembre 2009 dans la ville de Monclova (État de Coahuila) après que la police municipale les a arrêtés lors d'un court voyage d'affaires. On est sans nouvelles d'eux depuis lors. En l'absence d'enquête officielle, Brenda Rangel et ses proches ont mené leurs propres investigations en prenant de gros risques. Depuis juin 2013, l'affaire a été confiée à l'Unité spéciale de recherche des personnes disparues, qui relève du parquet général de la République. À ce jour, on ignore encore où se trouve Héctor Rangel et personne n'a été traduit en justice à la suite de sa disparition.

Aux termes du droit international, seules les disparitions dans lesquelles des représentants de l'État sont impliqués directement ou indirectement peuvent être considérées comme forcées. Néanmoins, les autorités sont tenues d'enquêter sur toutes les disparitions et tous les enlèvements, quel qu'en soit l'auteur présumé, et de traduire en justice les responsables présumés de ces infractions. Au Mexique, il est fréquent que les autorités tentent de faire porter la responsabilité de tous les enlèvements à des groupes criminels organisés et s'abstiennent de mener les investigations les plus élémentaires. Par conséquent, il est extrêmement rare que des enquêtes soient conduites comme si l'on avait affaire à des disparitions forcées puisque les éléments attestant la complicité ou l'implication directe de fonctionnaires sont ignorés.

Le dernier rapport qu'Amnesty International a consacré à la question, *Confronting a nightmare. Disappearances in Mexico*, a été publié le 4 juin 2013 (<http://www.amnesty.org/en/news/mexico-relatives-disappeared-deserve-more-promises-2013-06-04>, en anglais). Brenda Rangel raconte son histoire à Amnesty International dans une séquence vidéo : bit.ly/brendarangel. Plusieurs autres familles appartenant à l'organisation FUUNDEC et à d'autres groupes ont aussi participé à une séquence vidéo : bit.ly/tirelesssearch.

Vous pouvez agir en ligne en vous rendant à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.ca/get-involved/take-action-now/mexico-brenda-rangel-ortiz-is-at-risk>.

Noms : Brenda Rangel Ortiz (f) et Héctor Rangel Ortiz (h)
Homme et femme